



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# HORREUR

## A CONFLANS-SAINTE-HONORINE : COLÈRES, SOLIDARITES, ET REFUS DES AMALGAMES

BULLETIN NPA SECTEUR ENTREPRISES DU PERCHE

27 OCTOBRE 2020

En pleine crise sanitaire et alors que la crise sociale s'approfondit avec plus de 800.000 emplois déjà supprimés et des menaces qui pèsent sur des centaines de milliers d'autres, Macron et son gouvernement n'ont rien trouvé de plus urgent que de mettre à l'ordre du jour la lutte contre les « séparatismes », avec à la clé un projet de loi pour le Conseil des ministres du 6 décembre prochain.

### RACISTES ET ISLAMOPHOBES

Alors que l'on recense plus de 20.000 nouveaux cas de COVID par jour, qu'un nouveau confinement n'est plus exclu, que les plans de licenciements s'enchaînent dans les entreprises et qu'il y a déjà plus de six millions de chômeurs, « *le problème, c'est le séparatisme islamique* » selon Macron.

Ce gouvernement ne s'embarrasse même plus de dissimuler ses attaques islamophobes derrière un vernis soi-disant laïque concernant toutes les religions. Macron reprend sans état d'âme une démagogie raciste, dont l'extrême droite s'est faite le porte-drapeau depuis des années, visant spécifiquement les musulmans ou ceux qui sont supposés l'être, les immigrés et leurs familles.

### LA VRAIE SÉPARATION, ELLE EST SOCIALE !

Mais le vrai « séparatisme », il est social et il est organisé par et pour les riches et les patrons.

Pour les riches, les beaux quartiers, leurs cliniques et leurs écoles privées souvent religieuses et réservées à la bourgeoisie, comme ce lycée jésuite où Macron a fait ses études.

Pour les pauvres : les suppressions de postes dans les écoles et les hôpitaux, le manque de transports publics, les fermetures d'entreprise et le chômage... autant de raisons qui expliquent l'enclavement de ces zones « ghettoïsées », la misère de leur population et tous les problèmes qui en découlent.

En réalité, les gouvernements successifs se fichent bien de la situation réelle des quartiers populaires pour la simple raison qu'ils en sont les responsables.

### LA DIVERSION POUR NOUS DIVISER

Si Macron a choisi de chasser sur les plates-bandes de la fille Le Pen, ce n'est pas uniquement pour lui piquer des voix au second tour de la présidentielle de 2022 qu'il a déjà en ligne de mire. S'il tente de faire diversion et de nous diviser, c'est aussi pour détourner la colère et les révoltes des vrais responsables de la catastrophe sanitaire et de l'effondrement économique qui s'approfondit : les classes possédantes dont il est le larbin.

Ainsi, alors que la deuxième vague de l'épidémie est bien là, rien n'a été fait pour éviter son rebond. Sans aucune organisation, la politique de dépistage s'est effondrée, permettant aux labos privés de « faire du chiffre », mais pas de briser les chaînes de contamination.

Et les hôpitaux n'ont ni recruté, ni formé les personnels pour faire face à l'épidémie. Il n'y a eu aucun plan d'ouverture de lits, comme le demandent pourtant les hospitaliers.

Pour ce gouvernement au service des riches, une seule priorité : faire tourner la « machine à cash ». Et tant pis pour les « dégâts collatéraux ».

### RESISTER TOUTES ET TOUS ENSEMBLE

Démagogie raciste de ceux qui nous gouvernent et mesures anti-ouvrières des capitalistes sont les deux faces d'une même pièce que nous devons combattre ensemble, si nous voulons pouvoir gagner.

Alors qu'ils ont été bien souvent en « première ligne » durant le confinement, les sans-papiers sont au premier rang de ceux et celles qui subissent divisions et attaques. Voilà pourquoi le NPA a appelé à rejoindre les marches des sans-papiers qui sont arrivées à Paris samedi dernier 17 octobre, avec une manifestation nationale défendant la régularisation de tous les sans-papiers. C'était une étape importante pour combattre la politique de ce gouvernement.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur  
l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



## **SAINT-COSME-EN-VAIRAIS. HOWMET : LA CGT RECLAME UNE EXPERTISE ET LE MAINTIEN DES EMPLOIS**

C'est scandaleux, Howmet, ex Arconic, ex Alcoa, le sous-traitant aéronautique, spécialisé dans les pièces de fixation alu, installé à Saint-Cosme-en-Vairais envisage des suppressions d'emplois à travers une rupture conventionnelle collective (RCC).

Par la bouche de son secrétaire départemental, « *la CGT demande la mise en place de solutions alternatives. L'annonce en ce mois d'octobre 2020 de la suppression de 58 emplois chez Howmet fait réagir la CGT qui demande la mise en œuvre d'autres solutions.* »

Avec la baisse d'activité du secteur aérien liée à la crise du Covid-19, les fournisseurs comme les grands opérateurs que sont Boeing ou Airbus souffrent. C'est ce qui se passe chez Howmet.

Face à une situation qui risque de devenir compliquée, la société a décidé de réduire la voilure en essayant de faire passer aux partenaires sociaux la mise en place d'une rupture conventionnelle collective. Au total, 58 salariés du site de Saint-Cosme-en-Vairais seraient concernés par cette procédure ... manière de s'en débarrasser à moindre coût.

Le secrétaire de l'UD CGT, ajoute que « *si la direction annonce une baisse d'activité de 40 %, en termes de résultats financiers l'année 2020 sera bonne. Il n'y a pas de justificatif à la mise en place de ce plan. La demande d'une expertise économique est posée afin de vérifier le bien-fondé des mesures et d'étudier les alternatives* ».

Il souligne que « *la CGT n'est pas favorable à une rupture conventionnelle collective* ». Selon lui, « *d'autres formules comme la dispense d'activité, les départs anticipés pour les personnes près de la retraite ou encore la mise en place du chômage partiel longue durée avec une rémunération maintenue à 100 % sont des pistes à creuser.* »

Enfin, il « *pense également à la centaine d'intérimaires qui a quitté l'entreprise « ce sont les plus précaires fait-il remarquer, en précisant bien que la CGT demande un maintien des emplois* »

Ce sont encore les plus précaires qui trinquent les premiers. C'est bien la défense **de tous les emplois** qui est à l'ordre du jour.

### **L'ETAT D'URGENCE SANITAIRE EST PROLONGE ...**

Jusqu'en février 2021, le couvre-feu est étendu désormais à 46 millions de personnes. Eh oui, la deuxième vague est là et continue de monter, mais pas les moyens de lutter contre. Ça cache vraiment mal la responsabilité du gouvernement dans la gestion de la crise.

Impréparation, incohérence ? Pas seulement, car il y a bien une logique : faire des économies et préserver les profits des grandes entreprises, quoi qu'il en coûte ... pour le monde du travail.

Dépistage, traçage, protocole sanitaire : le gouvernement gère la crise sanitaire au moindre coût. Dans les Ehpad, comme dans les établissements scolaires, rien n'a été prévu depuis la rentrée pour soulager les personnels.

Dans les hôpitaux, la situation est catastrophique. Épuisement, sous-effectif, insuffisance de moyens : les soignants ont bien raison d'être en colère contre le gouvernement. Véran et Macron répètent qu'il est impossible de former du personnel dans des délais si courts. Mais cela fait déjà neuf mois depuis février ! Bien plus que les deux jours de formation que reçoivent les soignants envoyés d'urgence en renfort dans les services de réanimation.

### **LE GÉANT DU LAIT EN EAU TROUBLE**

Le géant laitier français Lactalis est la cible d'une enquête sur le respect des normes environnementales : sur 60 usines, 38 dépassent les limites de rejets de polluants dans des cours d'eau. La firme avait déjà été condamnée en avril à une amende de 50 000 euros pour la pollution de l'Isère, et elle l'est aujourd'hui pour la pollution de la Sèche en Ille-et-Vilaine, qui a entraîné la mort de nombreux poissons.

Cette fois, elle risque une pénalité de 250 000 euros. Mais on voit bien que, même cumulées, ces amendes ne pèsent pas lourd pour une entreprise qui engrange des milliards chaque année. L'insuffisance des pénalités judiciaires, les préfetures discrètes, voire complices : c'est bien la démonstration que les grands groupes peuvent polluer avec la complicité de l'État.

### **AU THEIL-SUR-HUISNE, GESTAMP VEUT EN PROFITER**

Après un printemps sous confinement, avec des commandes en berne, chez Gestamp, c'est la reprise. Et alors, ils en profitent ...

Alors que contrainte de rembourser 840 000 euros pour avoir licencié tout en percevant des aides publiques (pourquoi se gêner ?) c'est aux salariés que la direction veut le faire payer en essayant de faire signer le 16 octobre dernier aux syndicats un accord de dupe.

Sous prétexte d'investissements, d'augmentation de la compétitivité et d'innovation, elle veut faire passer un gel des salaires pour 2020, l'absence de prime Macron liée à la Covid et le blocage de l'intéressement ... le tout sous menaces pour l'emploi et sans même mettre à contribution ses dirigeants salariés, mandataires sociaux et autres actionnaires ... qu'ils ne semblent aujourd'hui pas prêt à le signer.

Après s'être débarrasser des intérimaires quand ils n'en avaient plus besoin ... et fait revenir selon leur bons vouloir, prendre les gens pour des c... ça suffit

Alors, quand la goutte va faire déborder le vase, que tous ensemble, embauchés, CDD, ou intérimaires, s'arrêteront pour faire valoir les mêmes droits, surement la peur changera-t-elle de camp ...

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser  
Ou à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63